

BULLETIN D'INFORMATION

LE TRIBUNAL PÉNAL PRONONCE DES PEINES DISSUASIVES DE RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ ET DE RÉCLUSION SÉVÈRE À L'ENCONTRE DE 35 PRÉVENUS DANS UNE AFFAIRE DE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

Dans un jugement dissuasif contre la mafia du trafic d'êtres humains et de l'immigration illégale, la Cour criminelle d'appel pour les crimes de terrorisme et de traite des êtres humains, présidée par le juge Khaled Al-Shabasi, a condamné 35 accusés à des peines allant de l'emprisonnement à vie à 5 ans d'emprisonnement sévère. Cette décision fait suite au naufrage d'un bateau libyen au large des côtes grecques à la fin de l'année dernière, transportant 281 personnes de diverses nationalités, dont 8 Égyptiens.

Contexte de l'affaire : Le tribunal a examiné le cas de 36 accusés issus de la mafia de l'immigration illégale impliqués dans le naufrage du bateau libyen qui a causé la mort d'un grand nombre de ses passagers, dont 3 Égyptiens, tandis que 5 autres Égyptiens ont été sauvés. Les documents de l'affaire ont révélé que le chef de la mafia, un ressortissant libyen marié à une femme égyptienne, était aidé par son beau-frère, un Égyptien marié à une femme libyenne, un marchand d'or, un propriétaire de ferme, un propriétaire d'agence de voyage, un propriétaire de bureau de tourisme, un concessionnaire automobile, trois femmes, et d'autres.

Activités du réseau criminel : La bande rassemblait des individus souhaitant voyager à la ferme d'un des accusés avant de les transporter en Libye en coordination avec des agences de voyage et de tourisme pour effectuer les procédures nécessaires. Le marchand d'or fournissait et échangeait des devises étrangères, tandis que le chef de l'organisation gérait l'opération et coordonnait avec des parties externes en Libye.

Verdicts initiaux et appels : Le tribunal de première instance avait prononcé des peines variées, dont l'emprisonnement à vie, 3 ans d'emprisonnement sévère et des acquittements. Le ministère public a fait appel des peines clémentes et des acquittements, demandant des peines plus sévères. La cour d'appel a accepté la demande du ministère public, confirmé les peines sévères et rejeté les appels des accusés, à l'exception de l'acquittement d'une jeune fille de 19 ans faute de preuves de son implication.

Le tribunal a salué les efforts de l'État dans la lutte contre l'immigration illégale, notant que les gangs évitent le contrôle de sécurité égyptien en recourant à des pays voisins comme la Libye pour faciliter le départ des migrants vers l'Europe via la côte libyenne.



DES DIZAINES DE MIGRANTS IRRÉGULIERS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS EN LIBYE ET RENVOYÉS VOLONTAIREMENT AU NIGERIA

Une force de sécurité dans l'ouest de la Libye a arrêté des dizaines de migrants irréguliers avant qu'ils ne soient transportés vers les côtes européennes par un gang de trafic humain. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a signalé que 147 migrants sont retournés volontairement au Nigeria.

Lors de l'opération d'interception, la "Force de soutien de la direction dans la région de l'ouest" a annoncé avoir arrêté des migrants du Bangladesh qui se préparaient à une migration irrégulière par mer. Ils ont été remis à l'Autorité de l'immigration illégale à Tripoli. Cela fait suite à la détention de migrants africains la semaine dernière.

L'OIM a également annoncé que 147 migrants, dont deux enfants non accompagnés, sont retournés volontairement à Lagos, au Nigeria, avec le soutien du Programme de retour humanitaire volontaire. L'organisation a noté qu'elle avait rapatrié plus de 9 300 migrants dans leurs foyers en 2023 grâce au programme "Retour humanitaire volontaire", suscitant des questions sur l'efficacité du programme pour réduire le nombre de migrants en Libye.

Dans un autre contexte, l'OIM a organisé un dialogue et une session de sensibilisation à Benghazi pour permettre aux femmes et aux enfants soudanais déplacés de partager leurs histoires et renforcer la confiance communautaire. Les discussions ont identifié les besoins futurs en matière de soutien.

Les autorités libyennes luttant contre la migration travaillent à récupérer les migrants fuyant à travers la Méditerranée et à les placer dans des centres de détention, où ils sont souvent maltraités. De nombreux autres migrants restent détenus dans des installations non officielles, soumis au travail forcé et à des conditions difficiles.

En mars, le chef de l'OIM, António Vitorino, a noté que le nombre de migrants dans les centres de détention officiels en Libye était de 5 000, une petite fraction du nombre total de détenus dans le pays.

CHOUKRY : LES EFFORTS DE SÉCURITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGYPTE ONT EMPÊCHÉ LE DÉPART DE TOUT BATEAU DE MIGRATION CLANDESTINE DEPUIS 2016



Le ministre des Affaires étrangères Sameh Shoukry a déclaré qu'aucun bateau de migration illégale n'a quitté les côtes égyptiennes depuis 2016, grâce aux efforts de sécurité de l'Égypte et à la présence de la marine pour empêcher ces bateaux, dans le but de sauvegarder la vie des migrants et en tenant compte des réalités auxquelles sont confrontées les côtes européennes. De plus, les efforts de développement ont fourni des moyens de subsistance décentes.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue grec, diffusée sur la chaîne "Extra News", Shoukry a ajouté que l'Égypte a déployé d'importants efforts de sécurité pour éliminer le phénomène de la migration illégale et pour lutter contre le crime organisé et les organisations de trafic humain. Il a souligné que la communauté internationale n'a pas fourni un soutien suffisant, mais que l'Égypte a pris ces mesures par responsabilité et en raison de son histoire d'accueil et de prise en charge des migrants.

Shoukry a également noté que l'Égypte accueille 9 millions de migrants selon les estimations de l'OIM. Ces migrants se sont intégrés à la société égyptienne sans avoir besoin de camps et bénéficient de la sécurité sociale et des services qui leur sont fournis, y compris la nourriture, l'énergie, l'éducation gratuite et les soins de santé.

La Finlande envisage de renvoyer les migrants transitant par la Russie sans tenir compte de leurs demandes d'asile



La Finlande prévoit d'adopter une loi qui rend obligatoire le renvoi des migrants arrivant par le territoire russe sans tenir compte de leurs demandes d'asile. Le Premier ministre finlandais, Petri Orpo, a déclaré à la chaîne "Sky News" anglophone dimanche, affirmant : "Nous ne pouvons pas permettre la présence de migrants à la frontière, d'autant plus que la Russie peut contrôler qui vient, quand et où ils arrivent aux frontières de la Finlande ; par conséquent, nous devons renforcer notre législation."

Le projet de loi autorise les autorités frontalières finlandaises à renvoyer les demandeurs d'asile venant de Russie vers leur pays d'origine, avec ou sans usage de la force, à l'exception des enfants et des personnes handicapées. La Finlande avait fermé ses frontières avec la Russie l'année dernière pour mettre fin à l'afflux croissant d'arrivées.

Le projet de loi sera soumis au parlement la semaine prochaine pour examen par le Comité constitutionnel. La loi nécessite cinq-sixièmes des voix au parlement pour être adoptée, ce qui constitue le seuil le plus élevé requis pour les questions constitutionnelles.



ESCALADE DE LA RÉPRESSION EN TUNISIE : ATTAQUES CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA PRESSE

Aujourd'hui, Amnesty International a annoncé que le gouvernement tunisien a mené une répression sans précédent au cours des deux dernières semaines contre les migrants, les réfugiés, les organisations non gouvernementales défendant leurs droits et les journalistes, à la suite d'une période de violence croissante contre ces individus en Tunisie. Cette répression fait suite à une réunion de coordination avec le ministère italien de l'Intérieur pour discuter des questions de migration. Depuis le début du mois de mai, les autorités tunisiennes ont procédé à de nombreuses arrestations, convocations et enquêtes contre des membres d'organisations de la société civile pour des accusations peu claires, suscitant des inquiétudes parmi les organisations de défense des droits de l'homme. Parallèlement, les opérations illégales de déportation et les expulsions forcées de migrants se sont intensifiées, et les propriétaires qui louaient des appartements à des migrants sans permis officiels ont été arrêtés. Heba Morayef, directrice régionale d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a exhorté les autorités tunisiennes à mettre fin à cette campagne sévère et à œuvrer en faveur de la justice et de la fin des violations contre les réfugiés, les migrants, les journalistes et les organisations non gouvernementales.



FORTE AUGMENTATION DE LA MIGRATION : LA TUNISIE EST TÉMOIN D'UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE BATEAUX DE MIGRANTS ET LA TRAGÉDIE S'INTENSIFIE

Aujourd'hui, la Garde Nationale en Tunisie a annoncé que les corps de quatre migrants ont été récupérés au large des côtes du pays, alors que le nombre de bateaux de migrants en provenance de Tunisie vers l'Italie a augmenté ces derniers temps. La Garde Nationale a précisé que les garde-côtes ont réussi à secourir 52 migrants lors d'un incident distinct, et neuf passeurs ont été arrêtés, avec des bateaux saisis. Cela intervient dans le contexte de la disparition d'un certain nombre de migrants tunisiens, alors que la Garde Nationale avait annoncé la disparition d'au moins 23 personnes après leur départ sur un bateau en direction de l'Italie. La Tunisie est confrontée à des défis dans le domaine de la migration, alors qu'elle remplace la Libye comme l'un des principaux points de migration en provenance de la pauvreté et des conflits dans diverses régions d'Afrique et du Moyen-Orient, où les gens cherchent à construire une vie meilleure en Europe.



EFFORTS POUR LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE : L'UNION DE LA JEUNESSE ÉGYPTIENNE À L'ÉTRANGER ORGANISE UNE CONFÉRENCE EN COOPÉRATION AVEC LES CENTRES DE JEUNESSE ÉGYPTIENS.



L'Union des Jeunes Égyptiens à l'Étranger, sous la direction du Dr Mahmoud Hussein, salue les efforts des Centres de Jeunes Égyptiens au service des fils de l'Égypte à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'Union a annoncé l'organisation d'une conférence sur les dangers de la migration illégale en coopération avec le Centre des Jeunes d'Ismailia, saluant les efforts du président de l'association et du directeur du centre pour leur soutien total. Le Coordinateur Général de la conférence a loué le soutien apporté par le Brigadier Général Ayhab Naseer, le Directeur Exécutif des Centres de Jeunes Égyptiens, et Ibrahim Abdel-Aal, le directeur du Centre de Jeunes.

"L'administration Biden menace de poursuivre l'État de l'Oklahoma en justice pour sa loi anti-immigration illégale.

L'administration Biden menace de poursuivre l'État d'Oklahoma, dirigé par les républicains, pour ses efforts de lutte contre l'immigration illégale, suite à des poursuites contre deux autres États concernant leurs projets de loi anti-immigration illégale. Le Département de la Justice a écrit au gouverneur d'Oklahoma, Kevin Stitt, et au procureur général, John O'Connor, concernant le projet de loi HB 4156. Ce projet de loi criminalise la présence illégale d'un individu dans l'État, autorisant la police locale à arrêter les immigrants sans papiers et à leur demander de quitter l'État dans les 72 heures suivant leur condamnation ou leur libération de détention. Stitt a signé ce projet de loi plus tôt ce mois-ci, qui entrera en vigueur le 1er juillet. La loi reflète celles approuvées et mises en œuvre dans l'Iowa et au Texas, qui ont ensuite été poursuivies par le Département de la Justice. Les responsables fédéraux affirment que ces lois violent l'autorité du gouvernement fédéral en matière de loi et d'application de l'immigration. Le Département de la Justice a confirmé qu'il poursuivra l'Oklahoma pour empêcher la mise en œuvre de la loi, à moins que l'État n'accepte de ne pas l'appliquer. D'autre part, l'Oklahoma s'est engagé à défendre vigoureusement la loi en cas de poursuite, blâmant l'administration Biden pour la crise à la frontière sud.



UN NOUVEL ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE BANGLADESH POUR ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DE RAPATRIEMENT DES MIGRANTS ILLÉGAUX

Lors de la première réunion du Groupe de travail mixte sur les affaires intérieures tenue à Londres cette semaine, les deux pays se sont engagés à renforcer leur partenariat et à approfondir leur coopération dans les domaines économique, culturel et social. Le nouvel accord vise principalement à rationaliser le processus de retour en éliminant un entretien obligatoire dans les cas où il existe des preuves solides de rapatriement.

Cette mesure permettra un retour plus rapide des demandeurs d'asile non réussis, des migrants en situation irrégulière et des personnes dépassant la durée de leurs visas d'entrée.

M. Michael Tomlinson, vice-ministre chargé de la lutte contre la migration illégale, a déclaré :

"L'accélération des opérations de retour est un élément vital de notre stratégie pour empêcher les individus de venir ou de rester ici illégalement. Le Bangladesh est un partenaire de confiance, et il est formidable de renforcer nos relations avec eux à cet égard et sur toute une série d'autres questions. Nous avons déjà vu des preuves claires de l'impact significatif de ces accords sur la migration illégale. Traiter des problèmes mondiaux nécessite des solutions mondiales, et j'ai hâte de travailler avec le Bangladesh et d'autres partenaires pour établir un système plus équitable pour tous."

De plus, le Groupe de travail mixte s'est engagé à ce qui suit : (continuer à faciliter la migration légale par le biais des voies de visa existantes_ combattre la migration illégale en renforçant la coopération dans la lutte contre l'abus de visa, en améliorant l'échange de données et le renforcement des capacités_ développer une compréhension mutuelle de leurs approches respectives dans la lutte contre la criminalité organisée grave)

Ces collaborations font suite à la récente rencontre entre le Premier ministre bangladais Sheikh Hasina et la Secrétaire d'État britannique à l'Intérieur Ann Marie Trevelyan à Dhaka. Le Premier ministre Hasina a affirmé la position ferme du Bangladesh sur la lutte contre la migration illégale, tandis que la Secrétaire Trevelyan a remercié le Premier ministre Hasina pour son soutien à l'approbation du nouvel accord de retour.

L'année dernière, 26 000 personnes sans droit légal de séjour au Royaume-Uni ont été renvoyées dans leur pays, marquant une augmentation de 74 % par rapport à 2022. L'accord signé avec le gouvernement albanais pour accélérer les retours a entraîné une réduction des arrivées par petits bateaux en provenance d'Albanie de plus de 90 %.



LE PROCUREUR GÉNÉRAL GENTNER DRUMMOND S'ENGAGE À DÉFENDRE LA LOI SUR L'IMMIGRATION DE L'OKLAHOMA APRÈS QUE L'ADMINISTRATION BIDEN A MENACÉ DE POURSUIVRE EN JUSTICE

Après que l'administration Biden ait menacé de poursuivre l'Oklahoma pour sa nouvelle loi sur l'immigration illégale, le procureur général Genter Drummond a affirmé sa disponibilité à défendre la loi. Dans une lettre adressée à l'État le 15 mai, le Département de la Justice des États-Unis a menacé de poursuivre en justice si l'État ne se conformait pas à ses demandes de ne pas mettre en œuvre la loi 4156. Dans sa réponse du 17 mai, Drummond a affirmé le droit de l'Oklahoma de protéger ses frontières et ses citoyens et a exprimé sa volonté de défendre l'État en cas de poursuites de la part de l'administration Biden. De plus, il a souligné que la loi vise à lutter rigoureusement contre la criminalité sans tolérer aucune discrimination raciale. Le sénateur Brooks et le président de la Chambre McCool ont exhorté à une lutte efficace contre l'immigration illégale, exprimant leur disposition à apporter leur soutien à cet égard.

UN TRIBUNAL GREC ABANDONNE LES POURSUITES CONTRE LES ÉGYPTIENS DANS LE NAUFRAGE D'UN BATEAU DE MIGRANTS



Un tribunal grec a abandonné les charges retenues contre neuf Égyptiens dans une affaire de naufrage de bateau de migrants au large de la côte grecque, invoquant un manque de compétence dans l'affaire. Les Égyptiens étaient jugés pour des accusations liées à la cause de l'accident, qui a entraîné la mort de centaines de migrants, mais les charges ont été abandonnées en raison du manque de compétence du tribunal. Les accusés encourrent une peine de prison à vie en cas de condamnation pour des accusations criminelles liées à l'incident. Les avocats des organisations de défense des droits de l'homme soulignent une menace pour le droit des accusés à un procès équitable et appellent à une enquête sur les allégations de l'implication de la garde côtière grecque dans l'opération de sauvetage. Les organisations estiment que plus de 500 personnes ont péri dans l'incident, survenu lors de leur voyage de la Libye vers l'Italie, mettant ainsi les gouvernements européens sous pression pour renforcer les mesures de protection des migrants.



L'Union européenne reconnaît la situation difficile des migrants en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie

L'Union européenne a reconnu mardi la complexité de la situation après qu'un rapport journalistique a révélé que la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie déplacent des migrants et les laissent dans le désert avec le financement de l'Union européenne. Le porte-parole de la Commission européenne, Eric Mamer, a affirmé que cette situation est difficile et en évolution rapide, s'engageant à continuer à travailler pour relever ces défis.

Le rapport indiquait que "l'Europe soutient, finance et participe directement à des opérations secrètes dans des pays d'Afrique du Nord pour transporter des milliers de migrants et les laisser dans le désert ou dans des zones reculées, dans le but de les empêcher d'atteindre l'Union européenne."

Le rapport mentionnait un "système massif de migration géré par l'Union européenne et les pays européens grâce à un financement financier, des équipements, des informations du renseignement et des forces de sécurité."

Selon le rapport, les réfugiés et les migrants sont détenus au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie en fonction de leur couleur de peau, puis transportés vers des zones désertiques reculées, où ils sont confrontés à un déplacement forcé et à l'exploitation par des trafiquants d'êtres humains et des gangs.

La coopération de l'Union européenne avec ces pays comprend la fourniture de fonds pour renforcer leurs capacités à lutter contre la migration illégale vers l'Europe, avec des allocations financières importantes de Bruxelles à la Tunisie, à la Mauritanie et au Maroc à cet égard.

Les efforts de l'Union européenne visent à prévenir le flux de migrants à travers la mer Méditerranée en renforçant la surveillance des frontières et en accélérant les processus de déportation pour ceux qui ne sont pas éligibles à l'asile, en plus de réformes complètes des lois sur l'asile.

Le Light House Reports a mené des entretiens avec plus de 50 migrants noirs expulsés de ces pays, tous originaires d'Afrique subsaharienne, contribuant à documenter les violations auxquelles ils sont confrontés.

Malgré les dénégations des responsables européens quant à l'utilisation des fonds européens pour violer les droits des migrants, l'Union européenne n'a pas fourni de clarification complète sur la manière dont ces fonds sont utilisés, tandis que la Commission européenne a affirmé l'engagement des pays partenaires envers les principes du droit international et des droits de l'homme.

